

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/004781]

## 20 DECEMBRE 2023. — Décret contenant l'ajustement du budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2023 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit.

## Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits prévus au budget de la Communauté française de l'année budgétaire 2023 sont ajustés et ventilés en articles de base conformément au tableau de synthèse et au tableau budgétaire (en milliers €) annexés au présent décret à concurrence de :

	AJUSTEMENT							
	Crédits initiaux		Répartitions crédits		Variations crédits		Crédits 1 <sup>er</sup> Ajust.	
	Eng.	Liq.	Eng.	Liq.	Eng.	Liq.	Eng.	Liq.
<b>CHAPITRE I</b>								
Services généraux								
CELL	979.975	956.162	- 62.557	- 55.194	- 319.577	- 316.808	597.841	584.160
CELNL	411.325	411.325	-	-	3.742	3.742	415.067	415.067
FBM	23.175	23.175	-	-	- 613	- 613	22.562	22.562
<b>CHAPITRE II</b>								
Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport								
CELL	2.106.664	2.055.054	25.293	19.987	6.719	7.993	2.138.676	2.083.034
FBM	36.306	36.306	-	-	7.094	5.767	43.400	42.073
<b>CHAPITRE III</b>								
Éducation, Recherche et Formation								
CELL	2.768.264	2.768.483	- 2.020	- 4.077	- 58.099	- 59.192	2.708.145	2.705.214
CELNL	7.246.531	7.246.531	8.927	8.927	179.726	179.726	7.435.184	7.435.184
FBM	35.278	36.478	-	-	4.691	4.691	39.969	41.169
<b>CHAPITRE IV</b>								
Dette publique de la Communauté française								
CELL	215.792	215.792	30.357	30.357	- 4.616	- 4.616	241.533	241.533
<b>CHAPITRE V</b>								
Dotations à la Région Wallonne et à la Commis- sion Communautaire								
CELL	597.524	597.524	-	-	- 9.963	- 9.963	587.561	587.561
<b>Total Général</b>								
CELL	6.668.219	6.593.015	- 8.927	- 8.927	- 385.536	- 382.586	6.273.756	6.201.502
CELNL	7.657.856	7.657.856	8.927	8.927	183.468	183.468	7.850.251	7.850.251
FBM	94.759	95.959	-	-	11.172	9.845	105.931	105.804
Dont :     CEL	14.326.075	14.250.871	-	-	- 202.068	- 199.118	14.124.007	14.051.753

Légende :

CELL: crédits d'engagement et de liquidation limitatifs

CELNL : crédits d'engagement et de liquidation non

CEL : crédits d'engagement et de liquidation

FBM: Fonds budgétaires (moyens)

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 4 alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011, le présent article introduit une section particulière dans le budget composée de

l'article 66.01.00 dont les recettes et les dépenses sont identiques et évaluées au montant de 4.474.934.000 euros.

Les recettes sont constituées par des apports de l'autorité fédérale calculés conformément à l'article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial du 3 avril 2014 et par des montants fixes. Les dépenses sont constituées par des versements aux entités visées au même article 7 §§ 2 et 3 du décret spécial. Le détail des flux figure en annexe 2 du présent décret.

Pour assurer le respect de l'article 7 § 5 du décret spécial du 3 avril 2014, les dépenses effectuées sur l'article 66.01 peuvent être engagées, liquidées et payées en l'absence de perception des recettes correspondantes mais dans la limite des créances mensuelles que la Communauté détient sur l'autorité fédérale.

**Art. 3.** Sont approuvés et annexés au présent décret les budgets ajustés des services suivants :

1. le budget du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel ;
2. le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement de la Communauté française ;
3. le budget du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ;
4. le budget du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires ;
5. le budget de l'Observatoire des Politiques culturelles ;
6. le budget de l'Agence Fonds social européen (F.S.E.) ;
7. le budget du Musée royal de Mariemont ;
8. le budget de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ;
9. le budget de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française ;
10. le budget du Service Francophone des Métiers et des Qualifications ;
11. le budget du Fonds de création de places ou de maintien de la capacité d'accueil dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire ;
12. le budget du programme prioritaire de travaux (PPT) ;
13. le budget de la « Cellule Urgence et Redéploiement » (CUR) ;
14. le budget du Fonds des infrastructures non-scolaires (SGPGI) ;
15. le budget du Plan d'investissement exceptionnel dans les bâtiments scolaires ;
16. le budget agrégé des services administratifs à comptabilité autonome des établissements d'enseignement et assimilés.

**Art. 4.** L'ajustement du budget 2023 de l'ETNIC, annexé au présent décret, est approuvé.

**Art. 5.** Wallonie-Bruxelles International peut octroyer les subventions suivantes :

1° Subventions accordées dans un cadre bilatéral (en soutien à un opérateur de Wallonie-Bruxelles ou, dans le cadre de la coopération prioritaire, d'un opérateur issu d'un pays de coopération prioritaire) en dehors de la mise en œuvre d'un accord culturel ou d'un accord de coopération ;

2° Subventions accordées à un opérateur de Wallonie-Bruxelles dans le cadre de son internationalisation ;

3° Subventions accordées sous la forme de bourses à un bénéficiaire de Wallonie- Bruxelles ou étranger dans le cadre d'un programme non repris dans un commission mixte permanente : sont notamment visées les bourses octroyées dans le cadre du programme de bourses d'excellence, de stages en organisations internationales, en entreprises ou en administrations, de stages pour jeunes entrepreneurs, ... ; octroi de subventions aux universités organisatrices de stages d'été notamment dans le domaine de l'apprentissage de la langue française pour des stagiaires dont le pays ne fait pas l'objet d'un accord de coopération ou d'un accord culturel prévoyant, au niveau de sa mise en œuvre l'octroi de bourse pour les ressortissants du pays concernés ;

4° Subventions accordées en vue de la promotion de la langue française à des opérateurs publics ou parapublics belges ou étrangers

5° Octroi de subventions à la Fondation Egmont pour l'organisation de stages à destination de diplomates et fonctionnaire de Ministères des Affaires étrangères de pays de coopération prioritaire ;

6° Octroi de subventions à l'Association des Ecoles à programme Belge à l'Etranger (AEBE) au Centre européen de langue française (CELF) – Alliance française de Bruxelles-Europe dans le cadre du plan d'action langue française de 2002 ;

7° Octroi des subventions dans le cadre des programmes des auxiliaires de langues ;

8° Subventions accordées dans le domaine de la jeunesse au travers du Bureau International Jeunesse, en dehors de la mise en œuvre, en tant qu'Agence nationale, du programme européen Erasmus +, et non prévue dans le cadre de la mise en œuvre des accords culturels ou de coopération ;

9° Subventions accordées dans le domaine de la Francophonie ;

10° Subventions accordées dans un cadre transfrontalier, au niveau de la mise en œuvre ainsi qu'en dehors de la mise en œuvre des programmes Interreg, en faveur d'opérateurs de Wallonie-Bruxelles chargés notamment de mission de veille, de coordination ou de préparation de projets spécifiques ;

11° Subventions accordées dans un cadre multilatéral à des opérateurs notamment multilatéraux ;

12° Subventions accordées après appels à projets validés par les Ministres-Présidents wallon et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de la coopération bilatérale indirecte ou décentralisée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2023.

P.-Y. JEHOLET,

Ministre-Président en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale

Fr. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

Fr. BERTIEAUX,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,

Ministre de l'Éducation

—  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 617-1 – Exposé général du budget, n° 617-1 (Annexe 1) – Exposé particulier, n° 617-1 (Annexe 2) – Délibération du gouvernement de la Communauté française autorisant l'engagement, l'ordonnement et le paiement des dépenses imputables à charge du budget général des dépenses de la Communauté française pour 2023, n° 617-1 (Annexe 3) – Rapport de la cour des comptes relatif aux projets de décrets contenant l'ajustement des budgets pour 2023 et les budgets pour 2024 de la Communauté française, n° 617-1 (Annexe 4) – Avis présenté au nom de la commission des Relations internationales, des Sports, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Affaires générales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du gouvernement, n° 617-2 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n° 617-3 – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles, n° 617-4 – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n° 617-5 – Rapport de commission, n° 617-6 – Texte adopté en séance plénière, n° 617-7

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 20 décembre 2023.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/004781]

20 DECEMBER 2023. — Decreet houdende aanpassing van de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2023 (1)

Het Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** De kredieten uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2023 worden aangepast en verdeeld over basisartikelen overeenkomstig de syntheses tabel en de begrotingstabel (in duizenden €) die bij dit decreet gevoegd zijn, ten bedrage van :

	AANPASSING							
	Oorspronkelijke kredieten		Kredietverdelingen		Kredietveranderingen		Kredieten 1ste aanpassing	
	Vastl.	Veref.	Vastl.	Veref.	Vastl.	Veref.	Vastl.	Veref.
<b>HOOFDSTUK I</b>								
Algemene Diensten								
Vak-LVe	979.975	956.162	- 62.557	- 55.194	-319.577	- 316.808	597.841	584.160
VaK-NLVe	411.325	411.325	-	-	3.742	3.742	415.067	415.067
MBF	23.175	23.175	-	-	-613	- 613	22.562	22.562
<b>HOOFDSTUK II</b>								
Gezondheid, Sociale zaken, Cultuur, Audiovisuele sector en Sport								
Vak-LVe	2.106.664	2.055.054	25.293	19.987	6.719	7.993	2.138.676	2.083.034
MBF	36.306	36.306	-	-	7.094	5.767	43.400	42.073

<b>HOOFDSTUK III</b>									
Onderwijs, Onderzoek en Vorming									
Vak-LVe	2.768.264	2.768.483	- 2.020	- 4.077	- 58.099	- 59.192	2.708.145	2.705.214	
VaK-NLVe	7.246.531	7.246.531	8.927	8.927	179.726	179.726	7.435.184	7.435.184	
MBF	35.278	36.478	-	-	4.691	4.691	39.969	41.169	
<b>HOOFDSTUK IV</b>									
Openbare schuld van de Franse Gemeenschap									
Vak-LVe	215.792	215.792	30.357	30.357	- 4.616	- 4.616	241.533	241.533	
<b>HOOFDSTUK V</b>									
Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Gemeenschapscommissie									
Vak-LVe	597.524	597.524	-	-	-9.963	- 9.963	587.561	587.561	
<b>Algemeen totaal</b>									
Vak-LVe	6.668.219	6.593.015	- 8.927	- 8.927	- 385.536	- 382.586	6.273.756	6.201.502	
VaK-NLVe	7.657.856	7.657.856	8.927	8.927	183.468	183.468	7.850.251	7.850.251	
MBF	94.759	95.959	-	-	11.172	9.845	105.931	105.804	
Waar- onder :	VaK-Ve	14.326.075	14.250.871	-	-	- 202.068	- 199.118	14.124.007	14.051.753

Legende:

VaK-LVe : vastleggingskredieten - limitatieve vereffeningskredieten

VaK-NLVe : vastleggingskredieten - niet limitatieve vereffeningskredieten

VaK-Ve : vastleggingskredieten - vereffeningskredieten

MBF Middelen begrotingsfondsen (middelen)

**Art. 2.** In afwijking van artikel 4, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011 leidt dit artikel een bijzondere afdeling in de begroting in, samengesteld uit

artikel 66.01.00 waarvan de ontvangsten en de uitgaven gelijk zijn en geëvalueerd zijn aan het bedrag van 4.474.934.000 euro.

De ontvangsten zijn samengesteld uit bijdragen van de federale overheid berekend overeenkomstig artikel 7 §§ 2 en 3 van het bijzonder decreet van 3 april 2014 en uit vaste bedragen. De uitgaven zijn samengesteld uit betalingen aan de entiteiten bedoeld in hetzelfde artikel 7 §§ 2 en 3 van het bijzonder decreet. Details van de stromen worden opgenomen in bijlage 2 bij dit decreet.

Om de naleving van artikel 7 § 5 van het bijzonder decreet van 3 april 2014 te verzekeren, kunnen de gemaakte uitgaven krachtens artikel 66.01 worden vastgelegd, vereffend en betaald zonder inning van de overeenstemmende ontvangsten maar binnen de perken van de maandelijkse vorderingen die de Gemeenschap heeft tegenover de federale overheid.

**Art. 3.** Worden goedgekeurd en bij dit decreet gevoegd, de aangepaste begrotingen van de volgende diensten :

1. de begroting van het "Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel" (Centrum voor de Film en de Audiovisuele Sector van de Franse Gemeenschap);
2. de begroting van het Fonds voor Schoolgebouwen van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;
3. de begroting van het Fonds voor Schoolgebouwen van het Gesubsidieerd officieel onderwijs;
4. de begroting van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen;
5. de begroting van het Waarnemingscentrum voor het Cultuurbeleid;
6. de begroting van het agentschap Europees sociaal fonds; ;
7. de begroting van het Koninklijk Museum van Mariemont;
8. de begroting van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » (het Franstalige agentschap voor levenslang leren);
9. de begroting van het «Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur» georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs);
10. de begroting van Service Francophone des Métiers et des Qualifications; (Franstalige Dienst voor de Beroepen en Kwalificaties);
11. de begroting van het Fonds voor de creatie van plaatsen of de instandhouding van de opvangcapaciteit van de schoolgebouwen voor leerplichtonderwijs;
12. de begroting van het Programma voor prioritaire werkzaamheden;
13. de begroting van de Eenheid noodgevallen en herschikking;
14. de begroting van het "Fonds des infrastructures non-scolaires";
15. de begroting van "SACA buitengewoon investeringsplan in de schoolgebouwen;

16. De geaggregeerde begroting van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie van de onderwijsinstellingen en gelijkgestelden.

**Art. 4.** De aanpassing van de begroting 2023 van ETNIC, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

**Art. 5.** Wallonie-Bruxelles International kan de volgende subsidies toekennen :

1° Subsidies toegekend in een bilateraal kader (ter ondersteuning van een operator uit Wallonië-Brussel of, in het kader van een prioritaire samenwerking, aan een operator uit een prioritair samenwerkingsland) buiten de uitvoering van een cultureel akkoord of een samenwerkingsovereenkomst;

2° Subsidies toegekend aan een operator uit Wallonië-Brussel in het kader van zijn internationalisering;

3° Subsidies toegekend in de vorm van beurzen aan een begunstigde uit Wallonië-Brussel of uit het buitenland het kader van een programma dat niet is opgenomen in een permanente gemengde commissie: dit omvat beurzen toegekend in het kader van het excellentiebeurzenprogramma, stages in internationale organisaties, bedrijven of administraties, stages voor jonge ondernemers, ... ; het verlenen van subsidies aan universiteiten die zomerstages organiseren, met name op het gebied van het leren van de Franse taal voor stagiairs wier land niet het onderwerp is van een samenwerkingsovereenkomst of een culturele overeenkomst die, althans op het niveau van de uitvoering ervan, voorziet in de toekenning van beurzen aan onderdanen van de betrokken land;

4° Subsidies toegekend voor de promotie van de Franse taal bij Belgische of buitenlandse openbare of semi-openbare operatoren

5° Toekenning van subsidies aan de Egmontstichting voor de organisatie van stages voor diplomaten en ambtenaren van ministeries van Buitenlandse Zaken uit prioritaire samenwerkingslanden;

6° Toekenning van subsidies aan de Vereniging van Scholen met een Belgisch Programma in het Buitenland (AEBE) bij het Europees Centrum voor Franse Talen (CELF) – Alliance française de Bruxelles-Europe in het kader van het Franstalige actieplan 2002

7° Toekenning van subsidies in het kader van taalhulpprogramma's;

8° Subsidies toegekend op jeugdgebied via het International Youth Office, buiten de uitvoering, als Nationaal Agentschap, van het Europese Erasmus+-programma, en niet voorzien in het kader van de uitvoering van culturele of samenwerkingsovereenkomsten;

9° Subsidies toegekend op het gebied van de "Francophonie";

10° Subsidies toegekend in een grensoverschrijdend kader, zowel op uitvoeringsniveau als buiten de uitvoering van Interreg-programma's, ten gunste van operatoren uit Wallonië-Brussel die in het bijzonder verantwoordelijk zijn voor monitoring-, coördinatie- of voorbereidingsopdrachten van specifieke projecten;

11° Subsidies toegekend in een multilateraal kader aan operatoren, in het bijzonder multilaterale operatoren;

12° Subsidies toegekend naar aanleiding van oproepen tot projecten gevalideerd door de Waalse minister-president en de Minister-President van de Federatie Wallonië-Brussel in het kader van de indirecte of gedecentraliseerde bilaterale samenwerking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2023.

P.-Y. JEHOLET,

De Minister-President en Minister van Onderwijs voor sociale promotie en Sport

Fr. DAERDEN,

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement

B. LINARD,

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

Fr. BERTIEAUX,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 617-1 – Algemene toelichting bij de begroting, nr. 617-1 (Bijlage 1) – Bijzondere toelichting, nr. 617-1 (Bijlage 2) – Beraadslaging van de regering van de Franse Gemeenschap houdende machtiging tot het vastleggen, ordonnanceren en betalen van uitgaven, aan te rekenen op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor 2023, nr. 617-1 (Bijlage 3) – Verslag van het Rekenhof betreffende de ontwerpen van decreten houdende aanpassing van de begrotingen voor 2023 en de begrotingen voor 2024 van de Franse Gemeenschap, nr. 617-1 (Bijlage 4) – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Internationale Betrekkingen, Sport, Onderwijs voor sociale promotie, Algemene Zaken, Reglement en Controle van de mededelingen van de leden van de Regering, nr. 617-2 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, nr. 617-3 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel, nr. 617-4 – Advies voorgesteld in de naam van de Commissie Opvoeding, nr. 617-5 – Commissieverlag, nr. 617-6 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 617-7

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 20 december 2023.